

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 21 JUILLET 2020

PROCES-VERBAL

L'an deux mille vingt, le vingt-et-un juillet à dix-neuf heures,  
Le conseil municipal de la commune d'Aiguillon s'est réuni en séance, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de monsieur Christian GIRARDI, maire.

\*\*\*\*\*

Étaient présents : 20

MM. Christian GIRARDI, Catherine LARRIEU, Emilie VINCENT, Alain LAFON, Marie-Thérèse LIPIN, Christophe MELON, James LONGUET, Henri NEBLE, Joël JACOB, Bernadette CAPDEVILLE, Didier CAMPAN, Luz MELON, Estelle LONGUET, Céline BRESSANINI, Thierry BORDIN, Paula DA CUNHA RIBEIRO BAPTISTA, Rémy SERGENT, Jean-François SAUVAUD, Michel DAMEZ, Laurence DUCOS.

Étaient absents : 7

MM. Eric LE MOINE, Marie-Pierre BIENVENU, Michèle BEUTON, Brigitte LEVEUR, Michel PEDURAND, Martine TOULMONDE, Aline TRABUT.

Pouvoirs de vote : 6

M. LE MOINE à Mme LARRIEU  
Mme BIENVENU à M. MELON  
Mme BEUTON à M. GIRARDI  
Mme LEVEUR à M. SAUVAUD  
M. PEDURAND à Mme DUCOS  
Mme TOULMONDE à M. DAMEZ

Secrétaire de séance : Madame Emilie VINCENT

\*\*\*\*\*

### Délégations de pouvoirs consenties au maire par le conseil municipal – Délégation permanente

L'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales donne au Conseil Municipal la possibilité de déléguer au maire certaines attributions de cette assemblée.

Afin de faciliter le bon fonctionnement de l'administration communale, il est proposé à l'assemblée d'examiner cette possibilité et de se prononcer sur les **propositions suivantes de délégations au maire**, pour la durée de son mandat dans les domaines suivants mentionnés à l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités territoriales :

- d'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ou assimilés ;
- de procéder, dans les limites fixées dans le cadre du vote du budget primitif, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget,
- de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres *en matière de fournitures et services dont le montant est inférieur ou égal à 90 000 € HT et en matière de travaux dont le montant est inférieur ou égal à 3 000 000 € HT* ainsi que toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- de passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;
- de prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
- d'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;
- de fixer les rémunérations et régler les frais d'honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;
- de fixer les reprises d'alignement en application des documents d'urbanisme ;
- d'intenter au nom de la commune toute action en justice ou de défendre la commune dans des actions intentées contre elle, quel que soit le type de juridiction et de niveau lorsque ces actions concernent :
  - Les décisions prises par lui par délégation du conseil municipal dans les conditions prévues par la présente délibération ;
  - Les décisions prises par lui pour l'exécution des délibérations du conseil municipal ;

- Les décisions prises par lui en vertu de ses compétences propres en matière d'administration des propriétés communales, d'urbanisme, de police et de gestion du personnel communal,
- de régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués les véhicules municipaux dans la limite de 10 000 € par sinistre ;
- de réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximal autorisé par le conseil municipal. Ce montant est fixé à 300 000 euros,
- d'autoriser au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.

Le Maire doit rendre compte des décisions prises dans le cadre de ses délégations au Conseil Municipal conformément à l'article L2122-23 du CGCT.

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

### Le Conseil municipal, après en avoir délibéré

26 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention

- **DÉCIDE** de confier à Monsieur le Maire, au nom de la commune pour la durée du présent mandat, les délégations désignées ci-dessus,
- **DEMANDE** à Monsieur le Maire d'informer le conseil municipal des opérations réalisées dans le cadre de la présente délégation dans les conditions prévues par l'article L.2122-23 du CGCT.

Publié le 27/07/2020  
Visa Préfecture le 27/07/2020

\* \* \* \* \*

*Monsieur SAUVAUD dit que son groupe ne va pas s'opposer, car c'est ce qui constitue le fonctionnement quotidien de la Commune, mais il voudrait faire remarquer que c'est ce à quoi Monsieur GIRARDI s'est opposé en avril dernier et dont il l'a accusé d'abus de pouvoir, il est cependant content de voir qu'il est rentré dans la normalité.*

*Monsieur le Maire répond que le Président Macron avait étendu les pouvoirs des maires.*

## Formation des commissions municipales

L'article L.2121-22 du code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit que le conseil municipal peut, au cours de chaque séance, former des commissions chargées d'étudier les questions qui lui sont soumises soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres.

Nommées soit pour un objet déterminé, soit pour une catégorie d'affaires, les commissions municipales sont de simples organes d'instruction, chargés de l'étude et de l'élaboration des dossiers à soumettre au conseil municipal qui, seul, demeure compétent pour régler les affaires

de la commune. Elles peuvent être mises en place soit à titre permanent pour la durée du mandat municipal, soit pour une durée moindre.

Le nombre des membres des commissions est fixé par le conseil, qui désigne ensuite les conseillers municipaux devant siéger dans chacune d'elles. Bien qu'en principe leurs réunions de travail ne soient pas publiques, les commissions municipales peuvent entendre, si nécessaire, des personnes extérieures au conseil municipal.

Président de droit des commissions, le maire peut déléguer cette fonction à un adjoint et se faire ainsi représenter. Au cours de la première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer et les présider si le maire, ou l'adjoint, est absent ou empêché.

Aucune disposition législative ou réglementaire n'apporte de précisions sur l'organisation de leurs travaux. Il revient au conseil municipal d'en fixer le cas échéant, dans le règlement intérieur du conseil, les règles de fonctionnement.

Le Conseil municipal est appelé à former les commissions municipales suivantes :

- Commission « Culture, Sport et Vie associative »
- Commission « Développement territorial et Tourisme »
- Commission « Tranquillité publique et Conseils de quartier »
- Commission « Travaux et Voirie »
- Commission « Aménagement Urbain »
- Commission « Cadre de vie et développement durable »
- Commission « Action sociale »
- Commission « Enfance et Jeunesse »
- Commission « Animations, Foires et marchés »

Dans les communes de plus de 3 500 habitants, la composition des commissions doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale.

Un siège est automatiquement attribué à chaque liste. La commission est complétée par application du calcul à la proportionnelle (CE, 26 septembre 2012, Commune de Martigues, n°345568).

Le conseil municipal est appelé à fixer à 7 le nombre d'élus siégeant dans ces commissions et à désigner les conseillers municipaux.

Chaque commission est composée de :

- 4 membres de la liste « Unis pour aiguillon »
- 2 membres de la liste « Ensemble pour l'avenir d'aiguillon »
- 1 membre de la liste « Aiguillon citoyen solidaire écologiste »

Monsieur le Maire invite le Conseil municipal à délibérer.

**Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré**

26 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention

- **DÉCIDE** de la formation de neuf (9) commissions municipales permanentes ;
- **FIXE** le nombre des membres des commissions à sept élus siégeant au Conseil municipal (4 de la majorité, 3 de l'opposition) ;
- **DÉSIGNE** les conseillers municipaux devant siéger dans chacune d'elles selon le détail suivant :

### Commission « CULTURE, SPORT ET VIE ASSOCIATIVE »

Civilité	Prénom	Nom	Fonction électrice
Madame	Catherine	LARRIEU	Adjointe au Maire
Madame	Luz	PARRA	CM Majorité
Monsieur	Rémy	SERGENT	CM Majorité
Madame	Céline	BRESSANINI	CM Majorité
Madame	Martine	TOULMONDE	CM Opposition
Monsieur	Michel	DAMEZ	CM Opposition
Madame	Aline	TRABUT	CM Opposition

### Commission « DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL ET TOURISME »

Civilité	Prénom	Nom	Fonction électrice
Monsieur	Eric	LE MOINE	Adjoint au Maire
Madame	Michèle	BEUTON	CM Majorité
Madame	Emilie	VINCENT	Adjointe au Maire
Monsieur	Joël	JACOB	CM Majorité
Madame	Laurence	DUCOS	CM Opposition
Monsieur	Jean-François	SAUVAUD	CM Opposition
Madame	Aline	TRABUT	CM Opposition

### Commission « TRANQUILLITÉ PUBLIQUE ET CONSEILS DE QUARTIER»

Civilité	Prénom	Nom	Fonction électrice
Monsieur	Alain	LAFON	Adjoint au Maire
Monsieur	James	LONGUET	Adjoint au Maire
Monsieur	Joël	JACOB	CM Majorité
Madame	Bernadette	CAPDEVILLE	CM Majorité
Madame	Brigitte	LEVEUR	CM Opposition
Madame	Martine	TOULMONDE	CM Opposition
Madame	Aline	TRABUT	CM Opposition

### Commission « TRAVAUX ET VOIRIE»

Civilité	Prénom	Nom	Fonction électrice
Monsieur	Christophe	MELON	Adjoint au Maire
Madame	Michèle	BEUTON	CM Majorité
Monsieur	Didier	CAMPAN	CM Majorité
Monsieur	Rémy	SERGENT	CM Majorité
Monsieur	Michel	PEDURAND	CM Opposition
Monsieur	Michel	DAMEZ	CM Opposition
Madame	Aline	TRABUT	CM Opposition

### Commission « AMÉNAGEMENT URBAIN ET ESPACE RURAL »

Civilité	Prénom	Nom	Fonction éléctrice
Monsieur	James	LONGUET	Adjoint au Maire
Monsieur	Henri	NEBLE	CM Majorité
Monsieur	Thierry	BORDIN	CM Majorité
Monsieur	Rémy	SERGEANT	CM Majorité
Monsieur	Jean-François	SAUVAUD	CM Opposition
Monsieur	Michel	PEDURAND	CM Opposition
Madame	Aline	TRABUT	CM Opposition

### Commission « CADRE DE VIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE»

Civilité	Prénom	Nom	Fonction éléctrice
Madame	Maïté	LIPIN	Adjointe au Maire
Monsieur	Henri	NEBLE	CM Majorité
Madame	Luz	PARRA	CM Majorité
Madame	Céline	BRESSANINI	CM Majorité
Madame	Laurence	DUCOS	CM Opposition
Monsieur	Michel	PEDURAND	CM Opposition
Madame	Aline	TRABUT	CM Opposition

### Commission « ACTION SOCIALE »

Civilité	Prénom	Nom	Fonction éléctrice
Madame	Emilie	VINCENT	Adjointe au Maire
Madame	Paula	DA CUNHA RIBEIRO BAPTISTA	CM Majorité
Madame	Marie-Pierre	BIENVENU	CM Majorité
Madame	Bernadette	CAPDEVILLE	CM Majorité
Madame	Brigitte	LEVEUR	CM Opposition
Madame	Laurence	DUCOS	CM Opposition
Madame	Aline	TRABUT	CM Opposition

### Commission « ENFANCE ET JEUNESSE »

Civilité	Prénom	Nom	Fonction éléctrice
Madame	Emilie	VINCENT	Adjointe au Maire
Monsieur	Rémy	SERGEANT	CM Majorité
Madame	Paula	DA CUNHA RIBEIRO BAPTISTA	CM Majorité
Madame	Marie-Pierre	BIENVENU	Adjointe au Maire
Madame	Brigitte	LEVEUR	CM Opposition
Madame	Martine	TOULMONDE	CM Opposition

Madame	Aline	TRABUT	CM Opposition
--------	-------	--------	---------------

### Commission « ANIMATIONS, FOIRES ET MARCHÉS »

Civilité	Prénom	Nom	Fonction éléctrice
Madame	Marie-Pierre	BIENVENU	Adjointe au Maire
Monsieur	Joël	JACOB	CM Majorité
Monsieur	Didier	CAMPAN	CM Majorité
Madame	Luz	PARRA	CM Majorité
Monsieur	Jean-François	SAUVAUD	CM Opposition
Monsieur	Michel	DAMEZ	CM Opposition
Madame	Aline	TRABUT	CM Opposition

Publié le 27/07/2020

Visa Préfecture le 27/07/2020

\* \* \* \* \*

Monsieur DAMEZ demande à prendre la parole :

« Monsieur le Maire, mesdames messieurs membres du conseil.

Nous avons été étonné lorsque nous avons découvert que vous aviez pris la décision de constituer une commission « culture, associations, sport ». Créer ainsi une espèce de maëlstrom sportivo culturo associatif n'est pas une bonne solution et les trois vont y perdre. Mon propos concerne surtout la culture.

Comme le disait Nicolas Sarkozy « la culture est la solution à la crise ». Souvenez-vous que le Général de Gaulle dont paraît-il vous êtes les héritiers avait en son temps créé le premier ministère de la culture, c'est dire l'importance qu'il lui donnait. Mais je n'ai pas la prétention ici de vous donner un cours d'histoire, c'est de la culture générale et cela a priori ne vous intéresse pas.

La culture est la première marche qui mène l'être humain à son émancipation et à la Liberté. La culture est un bien commun que nous nous devons de partager. La culture accroît l'intégration et la compréhension entre les habitants. De plus, un événement culturel permet de faire rayonner une ville, c'est ainsi que nous allons sacrifier tout cela durant votre mandat.

En prenant cette décision de ramener la culture au niveau d'un match de football, vous participez au mouvement à la mode qui contribue à la déculturation des masses.

Nous en prenons note. J'aimerais juste vous citer une fois encore Nicolas Sarkozy qui dit :

“La culture n'est pas un supplément d'âme que s'offrirait une société de consommation repue. Elle est notre boussole.”

Merci. »

Monsieur le Maire répond que la campagne électorale est terminée, il prend note de ce qu'il dit mais c'est du « blabla ».

Madame TOULMONDE dit qu'ils ont été surpris lors de cette constitution car il y a une absente importante, qui est la Commission Finances, relativement importante au vue des séances budgétaires qui suivent, les décisions modificatives éventuelles et pour le suivi d'exécution, elle voudrait savoir quel a été le choix du maire pour ne pas établir de Commission Finances qui est une commission préparatoire.

Monsieur le Maire répond que c'est lui qui gèrera la Commission Finances.

Monsieur DAMEZ répond qu'il ne va pas la gérer, elle n'existe pas.

Monsieur le Maire répond qu'il gère les finances.

## Constitution de la Commission d'Appel d'Offres (CAO)

La commission d'appel d'offres (CAO) est l'organe chargé, pour les collectivités territoriales et les établissements publics locaux, d'examiner les candidatures et les offres et d'attribuer le marché. Elle dispose du pouvoir de déclarer la procédure infructueuse et doit donner son avis favorable pour l'engagement d'une procédure négociée.

Le Code de la commande publique ne précise plus le régime et la composition de la commission d'appel d'offres ; seules les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) sont applicables en la matière.

Elle est composée de membres à voix délibérative issus de l'assemblée délibérante et, le cas échéant, de membres à voix consultative autorisés à participer aux travaux de la CAO ou convoqués facultativement par elle. Elle est obligatoirement réunie pour les marchés formalisés, sauf urgence impérieuse.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, les seuils de procédures formalisées sont les suivants :

- **214 000 euros** pour les marchés de fournitures et services des autres pouvoirs adjudicateurs ;
- **5 350 000 euros** pour les marchés de travaux et les contrats de concessions.

Les membres de la commission sont élus dans les conditions prévues à l'article L. 1411-5 du CGCT pour les communes de plus de 3 500 habitants soit **5 membres titulaires** et **5 membres suppléants** de l'assemblée délibérante élus à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Cependant, le manque de certains suppléants (qui n'ont pas vocation à siéger en tant que tels) ne fait pas obstacle au fonctionnement de la commission quand le quorum des titulaires est atteint.

Vu le Code de la Commande Publique en date du 1<sup>er</sup> avril 2019,  
Vu l'article L.1411-5 du CGCT,

**Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré**

26 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention

- **DÉCIDE** de créer une Commission d'appel d'offres permanente,
- **DIT** que les membres, suite à l'élection qui s'est déroulée ce jour à main levée, sont :

### TITULAIRES

### SUPPLÉANTS

Christian GIRARDI	Catherine LARRIEU
Alain LAFON	Joël JACOB
Christophe MELON	James LONGUET
Jean-François SAUVAUD	Michel DAMEZ
Aline TRABUT	/

Publié le 27/07/2020



## Election des représentants au Conseil d'Administration du Collège Stendhal

Pour faire suite au renouvellement général de l'équipe municipale du 15 mars et 28 juin 2020, il est nécessaire de procéder à l'élection des représentants de la commune au sein des organismes extérieurs dont elle est membre.

Ainsi, les statuts du Conseil d'administration du Collège Stendhal d'Aiguillon prévoient que le Conseil municipal doit élire deux délégués titulaires et deux suppléants pour l'y représenter.

Monsieur le maire invite le conseil municipal à délibérer.

**Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré**

26 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention

- **ÉLIT** ses représentants auprès du Conseil d'administration du Collège Stendhal suivants :

Titulaire	Suppléant
Christophe MELON	Joël JACOB
Marie-Pierre BIENVENU	Michèle BEUTON

- **MANDATE** Monsieur le Maire pour en informer l'organisme concerné.

Publié le 27/07/2020

Visa Préfecture le 27/07/2020

\* \* \* \* \*

## Election des représentants au Conseil d'administration du Lycée Stendhal

Pour faire suite au renouvellement général de l'équipe municipale du 15 mars et 28 juin 2020, il est nécessaire de procéder à l'élection des représentants de la commune au sein des organismes extérieurs dont elle est membre.

Ainsi, les statuts du Conseil d'administration du Lycée Stendhal d'Aiguillon prévoient que le Conseil municipal doit élire trois délégués titulaires et trois suppléants pour l'y représenter.

Monsieur le maire invite le conseil municipal à délibérer.

**Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré**

26 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention

- **ÉLIT** ses représentants auprès du Conseil d'administration du Lycée Stendhal suivants :

Titulaire	Suppléant
Christophe MELON	Bernadette CAPDEVILLE

Marie-Pierre BIENVENU	Emilie VINCENT
Marie-Thérèse LIPIN	Michel DAMEZ

- **MANDATE** Monsieur le Maire pour en informer l'organisme concerné.

*Publié le 27/07/2020*

*Visa Préfecture le 27/07/2020*

\* \* \* \* \*

*Monsieur SAUVAUD souligne qu'il aurait préféré que Monsieur DAMEZ soit titulaire.*

## Election des délégués au Syndicat Intercommunal des Transports Scolaires d'Aiguillon et de Port-Sainte-Marie

Pour faire suite aux dernières élections municipales et conformément à l'article 4 des statuts du syndicat, les communes membres doivent procéder à la désignation des délégués appelés à siéger au Syndicat Intercommunal de Transports Scolaires d'Aiguillon et de Port-Ste-Marie.

Le délégué titulaire est appelé à siéger au Comité Syndical par voix délibérative. Le délégué suppléant est appelé à siéger en cas d'empêchement du délégué titulaire.

### Le Conseil municipal, après en avoir délibéré

*26 voix pour*

*0 voix contre*

*0 abstention*

- **ÉLIT** comme délégués au Syndicat Intercommunal des Transports Scolaires d'Aiguillon et de Port-Ste-Marie, un délégué titulaire et un délégué suppléant dont les noms et renseignements suivent :

Prénom	Nom	Qualité	Adresse
Alain	LAFON	Titulaire	Rue Jean de la Fontaine
Thierry	BORDIN	Suppléant	1550 route de Ventamil

- **MANDATE** Monsieur le Maire pour en informer l'organisme concerné.

*Publié le 27/07/2020*

*Visa Préfecture le 27/07/2020*

\* \* \* \* \*

## Election des délégués au Territoire d'Energie de Lot-et-Garonne (TE47)

Monsieur le Maire rappelle aux Membres de l'Assemblée que la commune est adhérente au Syndicat Départemental Territoire d'Energie Lot-et-Garonne (ex Sdee 47), qui est l'autorité organisatrice du service public de distribution de l'énergie électrique sur l'ensemble du territoire du département.

**Vu**, le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** les statuts modifiés de Territoire d'Energie Lot-et-Garonne approuvés par Arrêté Préfectoral le 20 février 2020,

Il convient de désigner, pour représenter la commune à Territoire d'Energie Lot-et-Garonne au sein de la Commission Territoriale d'énergie Cœur de Lot-et-Garonne, pour former un collège, deux délégués titulaires et deux délégués suppléants au scrutin secret à la majorité absolue. Il a été décidé à l'unanimité de procéder à la désignation à main levée.

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à délibérer.

**Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré**

*20 voix pour (Christian GIRARDI, Catherine LARRIEU, Eric LE MOINE, Emilie VINCENT, Alain LAFON, Marie-Thérèse LIPIN, Christophe MELON, Marie-Pierre BIENVENU, James LONGUET, Michèle BEUTON, Henri NEBLE, Joël JACOB, Bernadette CAPDEVILLE, Didier CAMPAN, Luz PARRA, Estelle NOLY, Céline BRESSANINI, Thierry BORDIN, Paula DA CUNHA RIBEIRO BAPTISTA, Rémy SERGENT)*

*6 voix contre (Jean-François SAUVAUD, Brigitte LEVEUR, Michel DAMEZ, Michel PEDURAND, Laurence DUCOS, Martine TOULMONDE)*

*0 abstention*

- **DÉSIGNE**, pour représenter la commune à Territoire d'Energie Lot-et-Garonne, au sein de la Commission Territoriale d'énergie Cœur de Lot-et-Garonne :

Titulaire	Suppléant
Christian GIRARDI	Eric LE MOINE
Catherine LARRIEU	James LONGUET

- **S'ENGAGE** à transmettre cette délibération au Président de Territoire d'Energie Lot-et-Garonne

*Publié le 27/07/2020*

*Visa Préfecture le 27/07/2020*

\*\*\*\*\*

*Monsieur SAUVAUD dit que de tradition, l'opposition a toujours été représentée dans le SDEE47.*

**Election des délégués auprès du SIVU chenil-fourrière 47**

VU l'article 43 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) entrée en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> mars 2020,

VU l'article L.5212-7 du CGCT,

Monsieur le Maire explique que chaque commune est représentée dans le comité par deux délégués titulaires. Les fonctions de délégué sont exercées à titre bénévole. La décision d'institution ou une décision modificative peut prévoir la désignation d'un ou plusieurs délégués suppléants, appelés à siéger au comité avec voix délibérative, en cas d'empêchement du ou des délégués titulaires.

Le choix du conseil municipal peut porter uniquement sur l'un de ses membres.

Ainsi, le Conseil municipal doit élire **2 délégués titulaires** pour l'y représenter auprès du SIVU Chenil.

**Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré**

26 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention

- **ELIT** les représentants suivants auprès du SIVU chenil-fourrière de Lot-et-Garonne :

Civilité      Prénom      Nom      Fonction élective      Qualité

Mme	Luz	PARRA	CM Majorité	Délégué titulaire
Mme	Estelle	NOLY	CM Majorité	Délégué titulaire

- **MANDATE** Monsieur le Maire pour en informer l'organisme concerné.

Publié le 27/07/2020  
Visa Préfecture le 27/07/2020

\* \* \* \* \*

**Désignation du « correspondant local » auprès de la Chambre d'Agriculture 47 »**

Suite au renouvellement du Conseil Municipal, l'Assemblée est appelée à désigner un « correspondant local » auprès de la Chambre d'Agriculture de Lot-et-Garonne, qui sera le relais privilégié entre l'agriculture communale et cet organisme consulaire.

**Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré**

26 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention

- **ELIT** Monsieur Henri NEBLE en tant que « correspondant local » auprès de la Chambre d'Agriculture de Lot-et-Garonne,
- **MANDATE** Monsieur le Maire pour en informer l'organisme concerné.

Publié le 27/07/2020  
Visa Préfecture le 27/07/2020

\* \* \* \* \*

**Désignation du représentant auprès de la Société d'Aménagement de Lot-et-Garonne SEM 47**

Selon les statuts de la Société d'Aménagement de Lot-et-Garonne (SEM 47), le mandat des collectivités territoriales prend fin avec celui de l'Assemblée qui les a désignées.

La Commune d'Aiguillon détenant 49 actions d'une valeur de 30.50 € soit 1 494.50 €, soit 0.29 % du capital de la SEM 47 demeure actionnaire de celle-ci et membre de l'assemblée spéciale des communes et intercommunalités.

Les élections municipales des 15 mars et 28 juin 2020 ont donc mis fin aux mandats donnés par délibération en date du 11 avril 2014.

Il convient en conséquence de désigner les nouveaux représentants de la ville d'Aiguillon.

Monsieur le maire invite le conseil municipal à délibérer.

**Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré**

26 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention

- **DÉSIGNE** pour représenter la Commune d'Aiguillon au Conseil d'administration de la société :

Civilité	Prénom	Nom	Fonction élective
M.	Christian	GIRARDI	Maire

- **MANDATE** Monsieur le Maire pour en informer l'organisme concerné.

*Publié le 27/07/2020*

*Visa Préfecture le 27/07/2020*

\* \* \* \* \*

**Désignation du délégué à la Mission Locale de l'Agenais, de l'Albret et du Confluent**

Suite au renouvellement général de l'équipe municipale les 15 mars et 28 juin 2020, il est nécessaire de procéder à la désignation du représentant de la commune au sein des organismes extérieurs dont elle est membre.

Ainsi, les statuts de la Mission Locale de l'Agenais, de l'Albret et du Confluent prévoient que la commune d'Aiguillon désigne un délégué titulaire en tant que représentant de la ville au Conseil d'Administration de la Mission locale.

**Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré**

*20 voix pour (Christian GIRARDI, Catherine LARRIEU, Eric LE MOINE, Emilie VINCENT, Alain LAFON, Marie-Thérèse LIPIN, Christophe MELON, Marie-Pierre BIENVENU, James LONGUET, Michèle BEUTON, Henri NEBLE, Joël JACOB, Bernadette CAPDEVILLE, Didier CAMPAN, Luz PARRA, Estelle NOLY, Céline BRESSANINI, Thierry BORDIN, Paula DA CUNHA RIBEIRO BAPTISTA, Rémy SERGENT)*

*6 voix contre (Jean-François SAUVAUD, Brigitte LEVEUR, Michel DAMEZ, Michel PEDURAND, Laurence DUCOS, Martine TOULMONDE)*

*0 abstention*

- **PROPOSE** à la Mission Locale de l'Agenais, de l'Albret et du Confluent le délégué suivant :

Civilité	Prénom	Nom	Fonction électorale
Mme	Emilie	VINCENT	Adjointe

- **MANDATE** Monsieur le Maire pour en informer l'organisme concerné.

*Publié le 27/07/2020*

*Visa Préfecture le 27/07/2020*

\* \* \* \* \*

*Monsieur SAUVAUD souligne qu'ils ont proposé Madame LEVEUR.*

*Monsieur le Maire répond qu'il l'entend mais que ça sera Madame VINCENT.*

### Election des délégués auprès de l'Association « Comité de Jumelage »

Suite au renouvellement général de l'équipe municipale les 15 mars et 28 juin 2020, le Conseil Municipal est appelé à élire huit conseillers municipaux pour le représenter en tant que membres de droit au sein de l'association « Comité de Jumelage », conformément aux statuts de cette dernière.

Monsieur le maire invite le conseil municipal à délibérer.

#### Le Conseil municipal, après en avoir délibéré

*20 voix pour (Christian GIRARDI, Catherine LARRIEU, Eric LE MOINE, Emilie VINCENT, Alain LAFON, Marie-Thérèse LIPIN, Christophe MELON, Marie-Pierre BIENVENU, James LONGUET, Michèle BEUTON, Henri NEBLE, Joël JACOB, Bernadette CAPDEVILLE, Didier CAMPAN, Luz PARRA, Estelle NOLY, Céline BRESSANINI, Thierry BORDIN, Paula DA CUNHA RIBEIRO BAPTISTA, Rémy SERGENT)*

*6 voix contre (Jean-François SAUVAUD, Brigitte LEVEUR, Michel DAMEZ, Michel PEDURAND, Laurence DUCOS, Martine TOULMONDE)*

*0 abstention*

- **ÉLIT** ses représentants auprès de l'association « Comité de Jumelage » suivants :

Civilité	Prénom	Nom
Madame	Catherine	LARRIEU
Monsieur	Joël	JACOB
Monsieur	James	LONGUET
Madame	Marie-Thérèse	LIPIN
Monsieur	Didier	CAMPAN
Monsieur	Rémy	SERGENT
Madame	Paula	DA CUNHA RIBEIRO BAPTISTA
Madame	Céline	BRESSANINI

- **MANDATE** Monsieur le Maire pour en informer l'organisme concerné.

## Désignation des membres titulaires et suppléants pour siéger à l'Association des Bastides du Lot-et-Garonne

Suite au renouvellement général de l'équipe municipale les 15 mars et 28 juin 2020, il est nécessaire de procéder à l'élection des représentants de la commune au sein des organismes extérieurs dont elle est membre.

Ainsi, les statuts de l'association « Bastides d'Aquitaine » prévoient que le Conseil municipal doit élire trois représentants titulaires et trois représentants suppléants auprès de cet organisme.

Monsieur le maire invite le conseil municipal à délibérer.

**Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré**

26 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention

- **ÉLIT** ses représentants auprès de l'association « Bastides Aquitaine » suivants :

Titulaires	Suppléants
Eric LE MOINE	Catherine LARRIEU
James LONGUET	Jean-François SAUVAUD
Marie-Thérèse LIPIN	Henri NEBLE

- **MANDATE** Monsieur le Maire pour en informer l'organisme concerné.

## Désignation du délégué élu au Comité National d'Action Sociale (CNAS)

Le Comité National d'Action Sociale est une association de loi 1901 à but non lucratif, de portée nationale, qui a pour objet l'amélioration des conditions de vie des personnels de la Fonction Publique Territoriale et de leurs familles.

A cet effet, il propose à ses bénéficiaires des prestations (aides, secours, prêts sociaux, vacances, loisirs, culture, chèques réduction...).

**Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré**

26 voix pour  
0 voix contre

0 abstention

- **DÉSIGNE** Madame Emilie VINCENT déléguée élue au CNAS,
- **MANDATE** Monsieur le Maire pour en informer l'organisme concerné.

Publié le 27/07/2020

Visa Préfecture le 27/07/2020

\* \* \* \* \*

## RESSOURCES HUMAINES

### Désignation des délégués au Comité Technique (CT)

L'article 32 de la loi n° 84-53 du 26 janvier prévoit qu'un comité technique soit créé dans chaque collectivité ou établissement employant au moins cinquante agents.

Un comité technique commun à la ville d'Aiguillon et au Centre Communal d'Action Sociale a été institué par délibération du conseil municipal du 26 septembre 2008.

Il est consulté pour avis sur les questions relatives :

- o à l'organisation et au fonctionnement des services,
- o aux grandes orientations relatives aux effectifs, emplois et compétences ,
- o aux grandes orientations en matière de politique indemnitaire,
- o à la formation, à l'insertion et à la promotion de l'égalité professionnelle,
- o aux sujets d'ordre général intéressant l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail.

Le comité technique est composé de représentants du personnel et de représentants de la collectivité.

Par délibération en date du 15 mai 2018, le nombre de membres titulaires représentant le personnel est fixé à 3 et le nombre de membres titulaires représentant la collectivité siégeant auprès du comité technique est également fixé à 3. Les membres suppléants étant représentés en nombre égal au titre de chacun de deux collègues.

Par délibération en date du 15 mai 2018, il est décidé de recueillir l'avis du collège des représentants du personnel et de l'avis du collège des représentants de la collectivité.

Les représentants du personnel ont été désignés suite aux élections professionnelles du 06 décembre 2018. La durée du mandat est fixée à 4 ans (2022).

Considérant que le mandat des représentants de la collectivité est fixé à 6 ans et expire en 2020 suite aux élections municipales,

Il convient de désigner les représentants de la collectivité au sein de cette instance en indiquant si la parité sera maintenue entre les représentants du personnel et ceux de la collectivité, et si l'avis de l'employeur sera recueilli lors des délibérations du comité technique.

**Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré**

26 voix pour  
0 voix contre



- **FIXE** le nombre de représentants titulaires du personnel à trois (3) et en nombre égal le nombre de suppléants,
- **MAINTIENT** le paritarisme numérique en fixant le nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants du personnel titulaires à trois (3) et suppléants à trois (3),
- **DIT** que l'avis de chaque collègue (personnel et employeur) sera requis,
- **DÉSIGNE** pour représenter le conseil municipal les membres suivants :

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Estelle NOLY	Céline BRESSANINI
Christophe MELON	Brigitte LEVEUR
Marie Pierre BIENVENU	Luz PARRA

Publié le 27/07/2020

Visa Préfecture le 27/07/2020

\* \* \* \* \*

### Désignation des délégués au Comité d'Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail (CHSCT)

Le Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail a pour mission de contribuer à l'amélioration des conditions de travail ainsi qu'à la protection de la santé physique, mentale et la sécurité des agents au travail.

Le décret n°2012-170 impose la création d'un Comité d'Hygiène, de Sécurité et Conditions de Travail pour toutes les collectivités ou établissements employant au moins cinquante agents.

Un CHCST commun à la ville d'Aiguillon et au Centre Communal d'Action Sociale a été institué par délibération du conseil municipal du 15 mai 2018,

Dans le cadre de ses missions, le CHSCT a pour missions de veiller à l'amélioration des conditions de travail, de contribuer à la protection physique et mentale des agents ainsi qu'à l'amélioration de leurs conditions de travail.

Il est composé de représentants du personnel et de représentants de la collectivité.

Par délibération en date du 15 mai 2018, le nombre de membres titulaires représentant le personnel est fixé à 3 et le nombre de membres titulaires représentant la collectivité siégeant auprès du comité technique est également fixé à 3. Les membres suppléants étant représentés en nombre égal au titre de chacun de deux collègues.

Par délibération en date du 15 mai 2018, il est décidé de recueillir l'avis du collège des représentants du personnel et de l'avis du collège des représentants de la collectivité.

Les représentants du personnel ont été désignés suite aux élections professionnelles du 06 décembre 2018. La durée du mandat est fixée à 4 ans (2022).

Considérant que le mandat des représentants de la collectivité est fixé à 6 ans et expire en 2020 suite aux élections municipales,

Il convient de désigner les représentants de la collectivité au sein de cette instance en indiquant si la parité sera maintenue entre les représentants du personnel et ceux de la collectivité, et si l'avis de l'employeur sera recueilli lors des délibérations du comité technique.

**Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré**

26 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention

- **FIXE** le nombre de représentants titulaires du personnel à trois (3) et en nombre égal le nombre de suppléants,
- **MAINTIENT** le paritarisme numérique en fixant le nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants du personnel titulaires à trois (3) et suppléants à trois (3),
- **DIT** que l'avis de chaque collègue (personnel et employeur) sera requis,
- **DÉSIGNE** pour représenter le conseil municipal les membres suivants :

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Estelle NOLY	Céline BRESSANINI
Christophe MELON	James LONGUET
Marie-Pierre BIENVENU	Luz PARRA

Publié le 27/07/2020

Visa Préfecture le 27/07/2020

\*\*\*\*\*

*Monsieur SAUVAUD dit qu'on vote pour quelque chose qui va disparaître et que c'est superfétatoire.*

*Monsieur le Maire répond que la fusion du CT et du CHSCT doit intervenir aux prochaines élections en 2022, et que d'ici là les deux structures doivent fonctionner.*

### Recrutements gents saisonniers – accroissement saisonnier d'activité

Le Maire informe l'assemblée,

Que les besoins du service peuvent justifier le recrutement d'agents contractuels pour exercer les fonctions correspondant à des besoins liés (période estivale) à un accroissement saisonnier d'activité : surveillance de la piscine municipale (BEESAN, BNSSA), surveillance des abords de la piscine, agent d'accueil au camping municipal, animateurs au centre de loisirs, conformément à l'article 3, I - 2° de la loi du 26 janvier 1984, modifié.

Le Maire propose à l'assemblée de l'autoriser, pour la durée de son mandat, à recruter, en tant que besoin, des agents non titulaires dans les conditions fixées par l'article 3, I - 2° de la loi du

26 janvier 1984 précitée, pour une durée maximale de 6 mois sur une période de 12 mois consécutifs.

La rémunération s'effectuera par référence aux grilles indiciaires en fonction de la nature des fonctions exercées et le profil des candidats retenus, en adéquation avec les grades donnant vocation à occuper ces emplois.

**Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré**

26 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment l'article 3, I - 2° ,

- **AUTORISE** Monsieur le Maire, pour la durée de son mandat, à recruter des agents contractuels pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité dans les conditions fixées à l'article 3, I - 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 précitée pour une période de 6 mois maximum pendant une même période de 12 mois.
- **PRECISE** qu'il sera prévu à cette fin une enveloppe de crédits au budget.

Publié le 27/07/2020

Visa Préfecture le 27/07/2020

\* \* \* \* \*

*Monsieur SAUVAUD dit qu'il voudrait souligner l'ambiguïté dans ces propos, cela ressort du fonctionnement quotidien de la mairie et il est normal que le maire puisse recruter des emplois saisonniers. Ceci dit, dans l'argumentation, à défaut de piscine couverte on a une piscine fermée, nous le regrettons fortement pour la population jeune d'Aiguillon, nous avons une population grandement défavorisée, la piscine restait le seul lieu de baignade qu'ils pouvaient fréquenter, le fait de ne pas l'ouvrir va à l'encontre de ces populations-là. De la même façon, nous avons noté que le camping n'ouvrirait pas non plus, depuis plusieurs années il fonctionnait avec des emplois saisonniers, nous ne doutons pas des difficultés en raison de la crise sanitaire, mais c'était peut-être l'occasion de relancer le camping avec toute la politique menée au niveau national et régional de relocaliser les vacances. C'est une intervention parallèle mais que nous tenions à faire.*

*Monsieur le Maire répond que nous votons pour 6 ans, mais cette année concernant la fermeture il pense que cette décision est la bonne, que c'est la décision de bon sens. Il répond à Monsieur SAUVAUD qu'il joue son rôle d'opposition, mais que lui fait preuve de bon sens.*

*Madame TOULMONDE dit qu'elle voudrait rajouter quelque mot sur le camping, on est en plein développement du camping et du tourisme vert, on a la chance d'être dans un lieu propice au tourisme vert, tout le monde s'évertue à le développer, effectivement même s'il y aura des choses à revoir dans ce type de camping-là, forcément on a beaucoup de chose à faire, quand-même, c'est dommage de ne pas avoir répondu à cette tendance locale, c'est une simple remarque.*

*Monsieur le Maire répond que vu les efforts de l'ancienne municipalité pour remettre en état le camping, ils sont mal placés pour parler.*

## Remplacement titulaire ou contractuel indisponible

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment l'article 3-1,

Considérant que les besoins du service peuvent justifier le remplacement rapide de fonctionnaires ou de contractuels de droit public indisponibles,

**Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré**

*26 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention*

- **AUTORISE** Monsieur le Maire, pour la durée de son mandat à recruter en tant que de besoins des agents contractuels de droit public dans les conditions fixées par l'article 3-1 de la loi du 26 janvier 1984 précitée pour remplacer des fonctionnaires momentanément indisponibles ou des agents contractuels de droit public,
- **CHARGE** Monsieur le Maire de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats retenus selon la nature des fonctions concernées et leur profil, dans la limite du dernier échelon du grade du fonctionnaire remplacé,
- **PRÉVOIT** à cette fin une enveloppe de crédits au budget.

*Publié le 27/07/2020  
Visa Préfecture le 27/07/2020*

\* \* \* \* \*

## Recrutement d'agents occasionnels – accroissement temporaire d'activité

Que les besoins du service peuvent justifier l'urgence de recrutement occasionnel de personnel dans le cadre d'un accroissement temporaire d'activité en cas de surcroît de travail, de renfort d'équipe conformément à l'article 3, I - 1° de la loi du 26 janvier 1984, modifié.

Le Maire propose à l'assemblée de l'autoriser, pour la durée de son mandat, à recruter, en tant que besoin, des agents non titulaires dans les conditions fixées par l'article 3, I - 1° de la loi du 26 janvier 1984 précitée, pour une durée maximale de 12 mois sur une période de 18 mois consécutifs.

Les niveaux de recrutement et de rémunération seront déterminés en fonction de la nature des fonctions exercées et le profil des candidats retenus, en adéquation avec les grades donnant vocation à occuper ces emplois.

**Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré**

*26 voix pour  
0 voix contre*

- **AUTORISE** Monsieur le Maire, pour la durée de son mandat à recruter en tant que de besoins des agents contractuels de droit public dans les conditions fixées par l'article 3-1 de la loi du 26 janvier 1984 précitée pour remplacer des fonctionnaires momentanément indisponibles ou des agents contractuels de droit public,
- **PRÉCISE** qu'il sera prévu à cette fin une enveloppe de crédits au budget.

Publié le 27/07/2020

Visa Préfecture le 27/07/2020

\* \* \* \* \*

*Monsieur SAUVAUD dit qu'il trouve logique qu'on autorise le Maire à recruter, mais il trouve que ce point achève d'une façon globale l'ensemble de toutes les délégations qui sont accordées, pour le fonctionnement quotidien d'une municipalité, il trouve cela cocasse car c'est ceux à quoi Monsieur GIRARDI s'est opposé au mois d'avril dernier et en 2014.*

*Monsieur le Maire indique ne pas être d'accord avec lui.*

*Monsieur SAUVAUD lui répond de relire les délibérations.*

### **Attribution d'une prime exceptionnelle pour les agents dans le cadre du plan de continuité d'activité**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment l'article 20,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment l'article 88,

Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19,

Vu la loi de finances rectificative 2020-473 du 25 avril 2020, notamment l'article 11,

Vu le décret n° 2020-570 du 14 mai 2020, relatif au versement d'une prime exceptionnelle à certains agents civils et militaires de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique territoriale soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité des services publics dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de covid-19,

Vu le plan de continuité d'activité de la commune d'Aiguillon,

Considérant que le conseil municipal peut instituer une prime exceptionnelle COVID 19 de 1 000 € maximum à certains agents.

Le montant versé sera identique qu'elle que soit la filière, la catégorie de l'agent ou le niveau de responsabilité de l'agent.

La prime est octroyée aux agents fonctionnaires stagiaires et titulaires, aux agents contractuels de droit public et aux apprentis.

Le montant proposé est de 29 € par jour travaillé en présence physique sur son lieu de travail pendant la période de confinement. Le relevé a été effectué par les responsables de services de l'agent. La période de référence pour le décompte de ces jours de présence physique est

du 18 mars au 07 mai 2020.

Cette prime exceptionnelle sera versée en une seule fois sur la paie du mois d'août 2020. Elle est exonérée d'impôt sur le revenu et de cotisations et contributions sociales.

**Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré**

26 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention

- **INTAURE** la prime exceptionnelle COVID 19 pour les agents de la commune d'Aiguillon, qui ont agi dans le cadre du Plan de Continuité d'Activité (PCA) et qui ont dû se rendre en présentiel « sur le terrain » pendant le confinement avec des conditions d'exercice contraignantes liées aux consignes sanitaires.
- **DIT** que le montant versé sera identique quelle que soit la filière, la catégorie de l'agent ou le niveau de responsabilité de l'agent.
- **DIT** que la prime est octroyée aux agents fonctionnaires stagiaires et titulaires, aux agents contractuels de droit public et aux apprentis.

*Publié le 27/07/2020  
Visa Préfecture le 27/07/2020*

\* \* \* \* \*

## **FINANCES**

### **Détermination du montant des indemnités de fonction allouées aux élus**

Le Maire donne lecture au conseil municipal des dispositions relatives au calcul des indemnités de fonction du Maire, des adjoints et Conseillers délégués.

Le montant des indemnités du Maire, des adjoints et des conseillers délégués, dans la limite constituée par le montant des indemnités maximales susceptibles d'être allouées aux titulaires de mandats locaux par les articles L 2123- 23 et L 2123-24 du code général des Collectivités territoriales est arrêté au taux suivants :

**Considérant** que ces taux maximums pour la strate de 3 500 à 9 999 habitants, sont les suivants : 55% de l'indice brut 1027 pour le Maire, et 22% de l'indice brut 1027 pour les Adjoints au Maire,

**Considérant** que les conseillers municipaux délégués en contrepartie de l'exercice d'une délégation peuvent aussi percevoir des indemnités de fonctions consenties par le Maire comprise dans l'enveloppe constitué des indemnités maximales susceptibles d'être allouées au Maire et aux adjoints en en exercice,

En annexe de ce rapport (Annexe n°1), figure les noms, prénoms, fonctions, taux et montant brut mensuels sur la base de l'indice brut 1027 actuel. Le montant des indemnités sont

calculées en fonction des taux adoptés en conseil municipal selon l'indice de référence susceptible d'augmenter.

**Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré**

*20 voix pour (Christian GIRARDI, Catherine LARRIEU, Eric LE MOINE, Emilie VINCENT, Alain LAFON, Marie-Thérèse LIPIN, Christophe MELON, Marie-Pierre BIENVENU, James LONGUET, Michèle BEUTON, Henri NEBLE, Joël JACOB, Bernadette CAPDEVILLE, Didier CAMPAN, Luz PARRA, Estelle NOLY, Céline BRESSANINI, Thierry BORDIN, Paula DA CUNHA RIBEIRO BAPTISTA, Rémy SERGENT)*

*6 voix contre (Jean-François SAUVAUD, Brigitte LEVEUR, Michel DAMEZ, Michel PEDURAND, Laurence DUCOS, Martine TOULMONDE)*

*0 abstention*

- **DÉCIDE** de voter le taux des indemnités applicables à l'indice de référence comme suit :
  - Maire Taux 55%
  - 1<sup>er</sup> adjoint : taux 22%
  - 7 Autres adjoints : taux 17.11 %
  - 2 Conseillers délégués : taux 17.11 %
- **DIT** que les crédits nécessaires sont prévus au budget 2020.

*Publié le 27/07/2020*

*Visa Préfecture le 27/07/2020*

\* \* \* \* \*

*Monsieur SAUVAUD souhaite rappeler qu'en 2008, il s'agissait de l'indice 1015 qui était l'indice de référence. Depuis 2008, il a été plusieurs fois revalorisé en prenant de nouveaux indices de références et à chaque fois ils ont baissé le pourcentage de façon à ce qu'il n'y ait pas d'augmentation de l'indemnité.*

*Le but était que le poids des indemnités ne pèse pas sur le budget des aiguillonnais, ce qui fait que jusqu'au 3 juillet dernier, l'indemnité du maire était à 46%, elle monte aujourd'hui à 55% et en faisant un calcul rapide par rapport à 2014, ça fait une augmentation qui n'est pas considérable, il le reconnaît, mais qui est de 2 000 euros par mois, 24 000 euros par an, cela envoie un très mauvais message, c'est un signal à l'ensemble de la population, car là où beaucoup de collectivités baissent les indemnités des élus, c'est la tâche initiale qui viendra marquer ce mandat.*

*Monsieur le Maire répond que les adjoints actuels qui seront payés vont travailler, la plupart des anciens n'ont rien fait.*

*Monsieur SAUVAUD rétorque que ce n'est pas parce que Monsieur GIRARDI répond qu'il peut dire n'importe quoi.*

*Monsieur le Maire dit assumer totalement les 55%.*

*Monsieur SAUVAUD répond que son propos n'est pas de contester la prise de décision, mais de contester la décision car les Aiguillonnais sauront s'en souvenir.*

*Madame TOULMONDE dit qu'aujourd'hui la tendance générale de toute commune n'est pas à l'augmentation, car cet argent pourrait servir à autre chose, ce n'est pas le premier renvoi positif que peut envoyer une nouvelle municipalité.*



## Détermination des tarifs fourrière

Monsieur le Maire explique à l'Assemblée le rapport suivant :

Par délibération en date du 11 mars 2014 le conseil municipal a créé un service de fourrière assuré par convention par l'entreprise PIPOLETTTO de Buzet-sur-Baïse.

Suite au renouvellement général de l'équipe municipale les 15 mars et 28 juin 2020, il est nécessaire de signer une nouvelle convention avec l'entreprise PIPOLETTTO (Annexe n°2).

Pour rappel, la mise en fourrière est le transfert d'un véhicule en un lieu désigné par l'autorité administrative ou judiciaire en vue d'y être retenu jusqu'à décision de celle-ci, aux frais du propriétaire de ce véhicule, afin de faire cesser une ou plusieurs infractions.

Elle peut notamment être ordonnée dans les cas suivants :

- à la suite d'une immobilisation du véhicule (lorsqu'il n'a pas été mis fin à l'infraction l'ayant justifié),
- stationnement irrégulier, abusif, gênant ou dangereux,
- infraction aux dispositions relatives au contrôle technique des véhicules ou à la circulation des véhicules terrestres dans les espaces naturels,
- stationnement sur les voies ouvertes à la circulation publique de véhicules en voie d'épavisation.

En contrepartie de ses obligations, l'entreprise privée responsable de la fourrière réclamera aux propriétaires des véhicules le paiement de tous les frais résultant des interventions. Si le propriétaire du véhicule ne s'est pas présenté pour récupérer son bien ou qu'il n'a pas pu être identifié, dans les délais légaux de conservation, l'entreprise conventionnée pourra alors facturer sa rémunération à la Commune.

**Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré**

26 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention

- **ACCEPTE** les termes de la convention modifiant les tarifs comme suit :
  - enlèvement fourrière véhicule léger : 120.18 €
  - journée de gardiennage en fourrière véhicule léger : 6,36 €
  - frais expertise fourrière : 61,00 €
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la nouvelle convention,
- **DIT** que ces tarifs sont applicables pendant toute la durée de la convention.

Publié le 27/07/2020  
Visa Préfecture le 27/07/2020

\* \* \* \* \*



## ADMINISTRATION GÉNÉRALE

### Avenant n°1 convention partenariat financier entre le SDIS et la Commune d'Aiguillon

Monsieur le Maire rappelle qu'une délibération en date du 5 février 2019 avait autorisé la Commune à signer la convention financière avec le SDIS de Lot-et-Garonne dans le cadre de la réhabilitation et de l'aménagement du nouveau centre d'incendie et de secours d'Aiguillon. Un plan de financement avait été proposé et accepté lors de cette séance.

Dans un contexte économique de rehausse des prix des travaux du bâtiment et des travaux publics, les offres des entreprises ont été supérieures aux estimations initiales du maître d'œuvre, sans que cette hausse ne remette en cause l'économie générale du projet. Il y a donc lieu d'ajuster le plan de financement initial en conséquence par un avenant (Annexe n°3).

**Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré**

*26 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention*

- **APPROUVE** le principe du soutien financier de la Commune d'Aiguillon sous la forme d'une subvention d'équipement, pour un montant de 103 588 € représentant sa quote-part de tiers incombant aux communes ;
- **CONSTATE** que les crédits sont et seront prévus au budget 2020 de la Commune, à l'article 2041 de la section d'investissement,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'avenant à ladite convention financière avec le SDIS de Lot-et-Garonne jointe en annexe.

*Publié le 27/07/2020*

*Visa Préfecture le 27/07/2020*

\* \* \* \* \*

### Effacement BT rue Thiers et Zéphyr – Convention de servitude avec le TE47 (SDEE47)

Dans le cadre de l'implantation d'ouvrages de distribution publique d'électricité sur le domaine de la commune, il convient de conclure une convention de servitude sur la parcelle Section I n°177 située au Lieu-dit Zéphyr au bénéfice du Sdee 47 et de son concessionnaire du service public de distribution d'électricité.

Ces mêmes conventions, si elles concernent des ouvrages électriques souterrains d'un linéaire supérieur ou égal à 2 mètres ainsi que l'implantation d'un poste de transformation, peuvent

faire l'objet le cas échéant d'une publication auprès du Service de Publicité de Foncière afin de sécuriser les parcelles et le réseau de distribution publique.

Considérant l'intérêt que présente pour la commune l'implantation de ces ouvrages de distribution publique d'électricité,

**Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré**

26 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention

- **ACCEPTE** les termes de la convention jointe,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention de servitude ainsi que les actes authentiques correspondants.

Publié le 27/07/2020  
Visa Préfecture le 27/07/2020

\* \* \* \* \*

## ENFANCE-JEUNESSE

### Opération « Ecole et Cinéma » 2020/2021 – Prise en charge du coût de la billetterie

Comme chaque année, la commune d'Aiguillon peut, pour l'année scolaire 2020/2021, participer financièrement à l'opération « Écoles et cinéma » afin de prendre en charge financièrement une partie du coût de la billetterie pour les élèves de l'école élémentaire Marcel-Pagnol et des écoles maternelles Marie-Curie et Jean-Jaurès, en partenariat avec l'Inspection Académique.

Le Conseil municipal est appelé à reconduire les conditions des années précédentes.

**Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré**

26 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention

- **ACCEPTE** de participer financièrement à l'opération « Écoles et cinéma » pour l'année scolaire 2020/2021, en partenariat avec l'Inspection Académique selon les conditions suivantes :

*Pour l'école primaire :*

Maximum de 75 élèves (3 classes) par année, à raison d'une prise en charge de 2,50 € par enfant et par année pour 3 sorties (ou 7,50 € par enfant et par année), soit une prise en charge maximale pour l'année scolaire 2020/2021 de 577,50 € pour l'école.

*Pour les écoles maternelles :*

Maximum de 30 élèves de la classe de Grande Section par année, à raison d'une prise en charge de 2,50 € par enfant et par année pour 3 sorties (ou 7,50 € par enfant et par année), soit une prise en charge maximale pour l'année scolaire 2020/2021 de 225,00 € par école,

- INSCRIT les crédits nécessaires au Budget Primitif 2020 de la commune.

\* \* \* \* \*

## QUESTIONS DIVERSES

Monsieur SAUVAUD souhaite intervenir en disant que ce n'est pas une question diverse, il souligne que Madame TRABUT avait demandé à faire une petite intervention le 3 juillet, refusée à juste titre. Le groupe « ensemble pour l'avenir d'Aiguillon » avait prévu de faire aujourd'hui une intervention similaire à ce qu'elle allait dire, ils voulaient préciser la position qui sera la leur au cours du mandat. Ils sont et seront une opposition déterminée, mais constructible au possible, et ils n'oublieront pas qu'à 30 voix près ils ont le même nombre d'électeurs, comme ce qui avait été dit en 2014.

Il n'est pas question, car ils sont attachés à la démocratie représentative, de remettre en cause la prise de décision, elle se fait par le Maire ou les adjoints délégués dans le cadre des délégations d'une part, par les votes à la majorité d'autre part, ils ne remettront jamais ceci en cause. Ce qu'ils contestent, mais où ils essaieront de participer, c'est la décision elle-même qui est la construction décisive au sein des commissions ou des débats qui doivent normalement animer cette Assemblée. Aujourd'hui, c'était technique, mais il y a des moments où c'est un lieu de débat, en particulier le moment du budget, ils regrettent donc fortement l'absence de cette Commission Finances, qui de tout temps a jamais existé au sein de l'Assemblée municipale d'Aiguillon et qui existe dans toutes les communes de France. Ils s'étonnent de l'absence de cette Commission.

C'était le premier volet de cette intervention. Le deuxième volet c'est celui du champ où s'inscrit la Commune, une commune comme Aiguillon, depuis maintenant deux mandats elle s'inscrit dans la Communauté de Communes du Confluent et des Coteaux de Prayssas, ils ont assisté avec Madame LEVEUR, en tant que conseillers communautaires, à la séance d'installation, et à la mise à l'écart d'Aiguillon au sein de cette Communauté de Communes à cause de l'obstinance de Monsieur GIRARDI à vouloir la présidence. Monsieur SAUVAUD ajoute que Monsieur GIRARDI a toujours voulu la présidence, qu'il préfère rechercher la présidence de la Communauté de Communes plutôt que de travailler le compromis qui aurait pu permettre à Aiguillon d'être premier vice-président. Là, nous ne sommes que le 2<sup>ème</sup> vice-président et nous avons un très mauvais départ dans les relations avec la Communauté de Communes.

Enfin, il termine par une information, il se trouve qu'à la toute fin du mandat, dans la dernière semaine qui a précédé le changement de municipalité, Monsieur SAUVAUD dit avoir porté plainte en tant que maire contre la présidente du SITS et contre le SITS pour avoir divulgué sur la page Facebook du SITS (Syndicat Intercommunal de Transports Scolaires) un courrier officiel qui lui avait été adressé en tant que maire. Cela l'a amené à déposer plainte, car il s'est aperçu que le site du SITS avait été utilisé comme vecteur dans la campagne électorale, il a déposé une requête auprès du président du Tribunal Administratif de Bordeaux pour vérifier la légalité.

Il demande pour finir s'il y aura la parution d'un bulletin municipal ou s'il sera à la rentrée.

Monsieur le Maire lui répond que ce sera plus tard car nous sommes au mois de juillet et qu'il va y avoir les vacances.

Monsieur SAUVAUD répond que Monsieur GIRARDI s'est augmenté son indemnité parce qu'il travaille beaucoup.

Monsieur le Maire répond qu'il s'est présenté car il trouve normal qu'Aiguillon soit à la présidence, il peut lui garantir une chose, il va faire office de deuxième vice-président et faire en sorte que la Commune se développe. Il ajoute que Monsieur SAUVAUD, pendant la campagne, avait annoncé son intention de briguer la présidence et il n'en a pas eu le courage.

Monsieur SAUVAUD répond que c'est mal parti.

Monsieur le Maire répond que les élections c'est un acte fort démocratiquement, il a eu le courage de se présenter à la présidence de la Communauté de Communes et Monsieur SAUVAUD non, alors il est peut-être un peu jaloux. Monsieur le Maire dit connaître du monde autant que Monsieur SAUVAUD, qu'il n'y a pas de soucis de ce côté-là, il a la confiance de certains maires et ne s'inquiète donc pas pour cela.

\* \* \* \* \*

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne prenant plus la parole, la séance est levée à 20h10.

Le Maire,

La secrétaire, Emilie VINCENT

Et ont signé les membres présents :

Catherine LARRIEU

Eric LE MOINE

Emilie VINCENT

Alain LAFON

Marie-Thérèse LIPIN

Christophe MELON

Marie-Pierre BIENVENU

James LONGUET

Michèle BEUTON

Henri NEBLE

Joël JACOB

Bernadette CAPDEVILLE

Didier CAMPAN

Luz MELON

Estelle LONGUET

Céline BRESSANINI

Thierry BORDIN

Paula DA CUNHA RIBEIRO  
BAPTISTA

Rémy SERGENT

Brigitte LEVEUR

Jean-François SAUVAUD

Michel DAMEZ

Michel PEDURAND

Laurence DUCOS

Martine TOULMONDE

Aline TRABUT